

Gabriel Deville

## Tactique socialiste et révolution

*Lettre ouverte à M. R. Garofalo, baron, conseiller à la Cour d'Appel et professeur agrégé de l'Université de Naples*

---

Source : *Le Socialiste*, 15 septembre 1895.

---

Monsieur

A tous les titres que vous énumérez si complaisamment sur la couverture de votre volume publié ces jours-ci en français, *La superstition socialiste*, – on est d'autant fier d'être quelque chose, qu'on est plus empêché d'être quelqu'un – le contenu du volume, en prouvant que vous ne les avez vraiment pas volés, établit que vous ne songez nullement à joindre celui de parangon de loyauté.

Si vous étiez borné à rapetasser défectueusement de vieilles idées qui ne valaient pas cette peine, il n'y aurait pas eu à s'occuper d'une si innocente élucubration ; mais vous avez, en outre, à l'exemple des Jonnart et des de la Berge, emboîté le pas à M. Yves Guyot ; aussi ferai-je en ce qui vous concerne ce que j'ai fait pour votre triste modèle, et relèverai-je les erreurs volontaires par vous commises à mon détriment.

Bien entendu, je laisse de côté ce qui n'est de votre part qu'appréciation ridiculement fausses de certaines de nos opinions. Ces appréciations ne pèchent pas, en tout cas, par leur nouveauté, et vous paraissez impuissant à leur infuser une valeur qui leur a originellement manqué et qu'elles n'ont pu acquérir en traînant partout. Quand ils sont intelligents, les adversaires du socialisme, si adversaires qu'ils soient, les dédaignent ; ainsi M. Léon Say, il n'y a pas plus de trois semaines, dans le *Journal des Débats* (ed. blanche, 10 août 1895), constatait, entre autres choses, que le socialisme n'était pas une chimère irréalisable et qu'il ne se confondait pas avec le brigandage.

Ce que je veux relever ici, ce ne sont donc pas des appréciations, si fausses soient-elles, de nos véritables opinions, ce sont des falsifications d'idées, ce sont des opinions que nous n'avons pas et que vous ne pouvez nous prêter qu'en travestissant en la circonstance ce que j'ai écrit.

Page 248, vous dites en parlant de moi : « *Il conseille aux révolutionnaires de se munir de « toutes les ressources que la science met à la portée de ceux qui ont quelque chose à détruire » (donc, explosifs de toute espèce).* »

Négligeant pour un instant l'impudente modification que vous avez fait subir à ma phrase et l'incapacité à peu près générale des écrivains bourgeois à orienter convenablement leur critique du socialisme, qui porte le plus souvent à faux, je suis surpris que vous n'ayez pas tourné vos attaques contre ma thèse d'il y a déjà plus de douze ans en matière de révolution. Dans un ouvrage ayant pour titre *La superstition socialiste*, vous pouviez, en votre qualité d'adversaire sans ménagements, être amené à montrer que cette thèse, en quelques-unes de ses parties, n'était que le résultat de la survivance d'anciennes traditions, que le passé s'était à mon insu imposé à moi quand je songeais à l'avenir.

Pour les socialistes comme pour les autres hommes, n'en doutez pas plus que nous, le fonds humain est le même. Et si, au début de son évolution physique, tout individu traverse les principales phases de transformation de la série animale, au point de vue intellectuel, quelle que soit la direction dans laquelle des circonstances particulières engagent la pensée de chacun, les formes passées pèsent sur le cerveau de tous avant qu'il puisse parvenir à les raisonner. C'est pourquoi j'ai été conduit à considérer comme inséparable de toute révolution ce qui n'a été qu'accessoire, et à regarder comme inévitable une nouvelle révolution ainsi comprise.

Ce faisant, j'ai eu tort, je l'ai spontanément reconnu il y a longtemps déjà, et j'ai eu l'occasion d'exprimer publiquement ma manière de voir actuelle à cet égard dans la conférence : « Socialisme, révolution, internationalisme », faite le 27 novembre 1893, à l'Hôtel des Sociétés savantes, avant que les Guyot et consorts m'eussent reproché la phrase dont vous essayez, à votre tour, de tirer malhonnêtement parti.

Mon tort, à un moment, a été de comprendre la révolution de la façon qui était celle de tout le monde et qui est encore trop générale en France. Je n'ai jamais dit plus que M. John Lemoinne dans le passage cité par M. Brunetière, lors de son discours de réception à l'Académie française : « *Comme tous les grands problèmes de ce monde, le problème de l'esclavage sera résolu par le fer et le feu, et Spartacus ramassera encore son droit de cité dans la poussière et dans la cendre de batailles. C'est le prix de toutes les grandes initiations* » (*Journal des Débats*, édition rose, supplément, 2° col, 15 février 1894). Mais j'en ai dit presque autant.

Aujourd'hui, au contraire, je pense – et je ne fais que résumer ici ce que j'ai développé il y a deux ans – qu'une seule chose est essentielle pour caractériser une révolution dans le sens politique habituel du mot, c'est la rupture, sous une pression populaire, de la légalité : je pense que cette rupture peut parfaitement être pacifique, beaucoup plus pacifique que certaines applications possibles de la légalité ; je pense, enfin, qu'il n'y a théoriquement aucun obstacle à ce que la conquête du pouvoir ait lieu légalement.

En fait s'opérera-t-elle ainsi, c'est qu'on ne saurait promettre, je l'ignore and personne n'en sait davantage. Aussi les conjectures ne servent-elles à rien, pouvant se trouver démenties par les événements, et n'y a-t-il pas lieu pour l'instant de se préoccuper, à un point de vue quelconque, de ce qui sera déterminé par des circonstances indépendantes de notre volonté. Mais ce que je sais, c'est que toutes nos révolutions dont le souvenir nous a trop obsédés ou nous obsède trop,

n'ont eu, en définitive, pour résultat que de faire passer le pouvoir d'une minorité aux mains d'une autre minorité<sup>1</sup> ; tandis qu'il s'agit maintenant d'arracher le pouvoir politique à une minorité, à la minorité capitaliste, pour le donner à la masse travailleuse, à la majorité. Ce que je sais, c'est que cela ne peut s'effectuer par un mouvement mené comme autrefois, par la prise de l'Hôtel-de-Ville ou de monuments quelconques, fût-ce l'Élysée.

Il ne suffit pas de saisir le pouvoir par un coup de surprise, en supposant la chose possible, il faut le garder et le bien employer. Or, c'est à la majorité de la nation cette fois, ne l'oublions pas, à s'emparer du pouvoir, et c'est à elle-même à l'exercer ; c'est à elle à réaliser les réformes qu'elle aura en tête, dont elle aura déjà admis la nécessité. A cette majorité guidée par une même idée, le pouvoir servira efficacement pour mater les adversaires qui auraient la malencontreuse velléité de ne pas se soumettre à ce qui sera la loi ; mais une minorité quelle qu'elle soit, eût-elle le pouvoir, serait impuissante à imposer à une majorité qui n'en voudrait pas, la socialisation graduelle, adaptée à leur manière d'être, à leur mode d'exploitation ou de propriété, des moyens de production et l'organisation sociale du travail correspondante. Cette minorité serait vite écrasée, d'autant plus vite écrasée qu'elle aurait plus recours à la violence, et, loin de gagner à une tentative prématurée, l'œuvre socialiste s'en ressentirait fâcheusement pendant longtemps.

Ceux qui pensent autrement et qui, en accusant les autres d'avoir changé, se vantent d'être restés fidèles à la tradition, qui, alors que tout se transforme, croient à l'efficacité immuable des vieux procédés révolutionnaires, sont des attardés réfractaires à la moindre investigation hors de la coquille dans laquelle ils se sont, une fois pour toutes, enfermés. N'avoir pas changé – et, d'abord, depuis quand ? – si possible, n'est pas une qualité. Ce qui est blâmable, ce n'est pas de changer, ce peut être le motif de changement ; mais tel n'est pas le cas lorsque le changement sort de l'évolution des faits enfin comprise et, par suite, de l'évolution de l'intelligence mieux informée : la vie d'un homme pourrait être une, quoique ses opinions eussent plus ou moins varié, s'il n'avait jamais obéi qu'à la passion désintéressée de la vérité.

Tout change. Notre tactique ne peut pas plus ressembler à l'ancienne basée sur l'énergie révolutionnaire d'une minorité, que notre socialisme ne ressemble au socialisme de nos pères. De même que notre socialisme ne crée plus, qu'il s'adapte toujours aux faits, que la transformation sociale par nous annoncée suivra l'évolution des phénomènes économiques et ne la précédera pas, de même notre tactique doit consister à attendre le succès de la masse antérieurement acquise au socialisme, et non plus le ralliement de la masse de la réussite préalable d'un mouvement<sup>2</sup>.

Quel que soit le tempérament héroïque de ceux qui se jugent modestement aptes à commander à la masse, il ne saurait plus être question de la faire marcher. Désormais elle doit marcher d'elle-même ; elle marchera d'elle-même quand elle saura et, pour savoir, il suffit qu'elle apprenne à préciser ce qui est en elle à l'état d'aspirations confuses.

C'est là besogne de propagande ; aussi notre tactique doit-elle se consacrer à recruter des soldats conscients, à grossir les rangs du parti socialiste. Le jour où les élections révéleront à ce parti que le nombre de ses adhérents a atteint un certain chiffre, tout le monde sera fixé, majorité travailleuse comme minorité capitaliste, et le pouvoir – un pouvoir qui reposera sur des bases solides et pourra par conséquent accomplir sa tâche en toute efficacité – ne tardera guère à passer de celle-ci à celle-là d'une façon ou d'une autre, selon les circonstances en face desquelles on se trouvera alors placé, circonstances que personne ne peut dès maintenant indiquer avec certitude et au sujet desquelles il est donc fort inutile de discuter.

Voilà, monsieur, ce que vous auriez très justement pu me reprocher de n'avoir pas suffisamment compris à l'époque où j'écrivais *l'Aperçu sur le socialisme scientifique*. Vous avez préféré recourir à la falsification de certaines thèses de cette étude ; pour dévoiler votre mauvaise foi, la modification survenue dans ma manière de voir en matière de révolution importe peu, et je ne m'appuierai que sur ce que j'ai exposé dans cette étude même.

---

<sup>1</sup> « *L'histoire a entièrement bouleversé les conditions dans lesquelles le prolétariat doit combattre. La tactique de 1848 est aujourd'hui, quelque application qu'on en fasse, vieille, et, à cette occasion, c'est un point qui mérite d'être examiné de plus près.*

« *Jusqu'ici, toutes les révolutions aboutissaient à remplacer la domination d'une classe par celle d'une autre ; jusqu'ici, toutes les classes dominantes n'étaient qu'une petite minorité en face de la masse populaire dominée. Une minorité gouvernante était-elle renversée, une autre minorité saisissait à sa place la direction de l'Etat et conformait cette direction à ses intérêts. C'était chaque fois, la minorité préparée et appelée au pouvoir par l'état du développement économique, et précisément à cause de cela, et seulement à cause de cela, il arrivait que la majorité soumise, ou bien était associée aux profits de la révolution, ou se soumettait tranquillement à la révolution. Mais si nous faisons abstraction de l'objet concret de chaque cas particulier, la forme commune à toutes ces révolutions était qu'elles étaient des révolutions de minorité. Même quand la majorité y contribuait, elle ne le faisait, consciemment ou non, qu'au service d'une minorité. Mais, par là, ou aussi par l'attitude passive de la majorité, la minorité entretenait l'apparence qu'elle représentait le peuple tout entier.*

« *Après la première grande victoire, la minorité victorieuse se divisait ordinairement : une moitié se contentait des avantages obtenus, l'autre voulait aller plus loin encore, et formulait de nouvelles prétentions qui, en partie au moins, étaient aussi dans l'intérêt réel ou apparent de la grande masse populaire. Parfois, ces prétentions plus radicales l'emportaient même ; mais plus fréquemment ce succès n'était que momentané. La fraction plus modérée obtenait de nouveau la suprématie et, à la fin, ce qu'on avait gagné était de nouveau entièrement ou en partie perdu. Les vaincus criaient ensuite à la trahison, ou mettaient la défaite au compte du hasard : les conquêtes de la première victoire étaient d'abord assurées par le succès du parti le plus radical ; si la nécessité momentanée était atteinte, les radicaux disparaissaient de la scène avec leurs conséquences.* » (Fr. Engels, préface de *La Lutte des classes en France 1848-1850*, par Karl Marx, p. 7 ; traduction française publiée par la Jeunesse socialiste, août 1895, p. 356-357).

<sup>2</sup> « *Les conditions se sont changées pour la guerre des peuples non moins que pour la lutte de classes. Le temps des coups de main, des révolutions conduites par une petite minorité consciente, est passé. Là où il s'agit d'un changement complet de l'organisation sociale, les masses elles-mêmes doivent en être, elles doivent déjà avoir compris de quoi il s'agit, en quoi elles doivent intervenir. C'est ce que nous a appris l'histoire des cinquante dernières années. Mais pour que les masses comprennent ce qu'il y a à faire, il faut un long et persévérant travail, et ce travail est précisément celui que nous poursuivons aujourd'hui avec un succès qui désespère nos adversaires.* » (Fr. Engels, idem, p.16 ; traduction française publiée par la Jeunesse socialiste, septembre 1895, p. 399).

Après avoir condamné les « *mouvements partiels dus à l'initiative d'individualités, de groupes ou même de villes* » et constaté que « *la tâche des révolutionnaires n'est pas de déterminer l'heure de la révolution* », qu'ils « *n'ont qu'à organiser les éléments intellectuels, à recruter l'armée capable de faire tourner à son profit les événements qui s'élaborent* », j'ai ajouté – et je reproduis ici le paragraphe entier sans y corriger un mot :

« *Les révolutionnaires n'ont pas plus à choisir les armes qu'à décider du jour de la révolution. Ils n'auront à cet égard qu'à se préoccuper d'une chose, de l'efficacité de leurs armes, sans s'inquiéter de leur nature. Il leur faudra évidemment, afin de s'assurer les chances de victoire, n'être pas inférieure à leurs adversaires et, par conséquent, utiliser toutes les ressources que la science met à la portée de ceux qui ont quelque chose à détruire. Sont mal venus à les blâmer ceux qui les forcent à monter à leur niveau, qui, dans notre siècle dit civilisé, président aux boucheries humaines l'ensanglantant périodiquement, et s'attachent à perfectionner les engins de destruction.* » (Le Capital de Karl Marx, résumé et accompagné d'un Aperçu sur le socialisme scientifique, p. 58-59).

Tel est le texte exact de la phrase et de ce qui accompagne la phrase que, après M. Yves Guyot, vous dénaturez. Qu'implique ce passage ? Il implique, avec un regret personnel indéniable de l'emploi perfectionné de certains engins, que, si on a à se battre, on est pourtant obligé de « *monter au niveau* » de ses adversaires. J'ai pu me tromper – seulement, cela, vous ne l'avez ni critiqué, ni relevé – en pensant qu'on aura sans métaphore à se battre ; ainsi que j'ai expliqué tout à l'heure, c'est là le vieux jeu qui ne cadre plus avec les conditions actuelles de lutte et de succès ; toutefois, la nécessité du combat admise, j'ai incontestablement raison, comme ont raison les nations dont les ministères de la Guerre et de la Marine visent à imiter, que dis-je, à surpasser la puissance destructrice de l'armement et, en particulier, des substances explosives, possédés par les autres.

M. Yves Guyot reconnaît que je n'ai parlé que pour l'avenir, mais il imagine que j' « *appelle le jour bienheureux où on se servira* » des armes, quelles qu'elles soient. Vous, monsieur, vous placez la chose au présent et écrivez que je « *conseille aux révolutionnaires de se munir ... d'explosifs de toute espèce* ». Qu'on relise mon texte tel que je l'ai publié et tel que je viens de le reproduire, et qu'on apprécie l'honnêteté de l'une et de l'autre de ces interprétations.

Page 249, vous prétendez que nous poursuivons et annonçons entre autres choses le « *massacre des riches* », et votre prétexte pour cela est que j'ai dit du paysan qu'il assisterait « *impassible à l'expropriation des grands propriétaires, et même à quelque chose de plus, pour le cas où ceux-ci auraient la maladroite inspiration de faire les récalcitrants* ». Dans cette citation, vous mettez en italiques les mots : « *et même à quelque chose de plus* », puis vous ajoutez entre parenthèses : « *promesse suffisamment claire de nouveaux massacres de septembre* ». Votre commentaire est erroné – nous ne sommes pas de ceux qui ont pour programme l'imitation servile de la grande Révolution du siècle dernier – et votre conclusion est une calomnie.

La citation par vous faite est tirée de la page 61 de mon *Aperçu* ; or, page 59, tout en croyant alors à la nécessité d'une révolution violente pour la conquête des pouvoirs publics, j'établissais que la transformation économique, elle, s'effectuera légalement, que la force ouvrière « *une fois maîtresse du pouvoir politique, fera à son tour une légalité nouvelle, et procédera légalement à l'expropriation économique* ». Le « *quelque chose de plus* » dont vous tirez des effets dramatiques, ne comporte, par conséquent, que l'application de la loi à qui ne se soumettrait pas de bon gré. Ceux violent la légalité courante, n'est-ce pas, monsieur le conseiller à la Cour d'appel ? sont punis ; ceux qui violeront la légalité nouvelle seront mis dans l'impossibilité de lui nuire. Qu'y a-t-il d'étrange à cela ? Voudriez vous, par hasard, qu'on les récompensât ?

Comment, d'ailleurs, oser parler de « *massacres de riches* » quand, page 62, vous avez pu lire : « *Les capitaux ayant fait retour à la collectivité, le capitaliste aura disparu en tant que capitaliste ; en tant qu'homme, les moyens de production socialisés seront à la disposition de son activité aux mêmes conditions que pour tous et, comme tous, il touchera la rétribution afférente à son temps de travail. S'il est infirme ou vieux, la collectivité l'entretiendra, comme elle entretiendra largement tous les vieillards et tous les infirmes* ». Vous avouerez qu'il serait difficile de les rétribuer ou de les entretenir à la page 62, si, page 61, ils avaient commencé par être massacrés.

Ma démonstration est achevée et votre improbité ne peut plus faire doute pour personne. J'aurais terminé si la forme dans votre ouvrage valait mieux que le fond ; mais il n'en est rien, et il me reste à ce sujet une observation à vous adresser.

Lorsque vous me nommez, vous dites « Gabriel Deville » ou « Deville ». Cette façon de parler, de mise seulement à l'égard des personnes d'une grande notoriété, ne peut être en ce qui me concerne que la conséquence de l'impolitesse professionnelle de la magistrature. Quand vous êtes sur votre siège, on est bien obligé de supporter des tournures de langage auxquelles je n'aurais rien à objecter si elles étaient absolument les mêmes pour tous sans exception. Ici vous ne siégez pas et, à la différence que sur votre siège vous faites entre les classes, je veux la faire moi aussi ; ce que je trouve tout naturel de la part d'un coreligionnaire, je ne puis le permettre à un baron en exercice, à un conseiller de basse-cour d'appel hors de son comptoir :

– Garofalo, à bas les pattes : moins de familiarité et un peu plus de tenue, s'il vous plaît, mon garçon.

Paris, le 2 septembre 1895